

Irak, 2 ans : Etat des lieux d'un échec

Caroline PAILHE, Chargée de recherche au GRIP

21 juin 2005

Introduction

Le 31 mai dernier, le ministre irakien des Affaires étrangères, Hoshyar Zebari, présentait au Conseil de sécurité des Nations unies la demande officielle de l'Irak de proroger le mandat de la « force multinationale » institué par la résolution 1546 du 8 juin 2004. Si le ministre s'est dit impatient de voir les forces étrangères quitter le pays, il n'en a pas moins loué les troupes américaines et britanniques qui, en « contribuant à la sécurité », ont permis des « avancées spectaculaires » sur la « voie de la démocratie ».

A la veille de la conférence internationale sur l'Irak, organisée à Bruxelles ce 22 juin sous l'égide des Etats-Unis et de l'Union européenne en vue de réaffirmer le soutien politique au gouvernement irakien, on peut souhaiter que les discours officiels dépassent enfin la langue de bois et relayent plus sérieusement la complexité de la situation sur le terrain.

Car ce genre de vœux pieux, auquel nous ont habitués les membres de l'Administration Bush, ne résiste pas à l'analyse. Les différents éléments qui permettent d'évaluer la situation de l'Irak, deux ans après l'intervention militaire des troupes américano-britanniques, montrent l'échec cuisant de cette entreprise de nation-building menée par l'armée la plus puissante au monde, en dépit de l'opposition d'une grande partie de la communauté internationale[1]. Cette communauté internationale (Onu, Otan et UE) qui, depuis les premiers signes de désenchantement, est de plus en plus sollicitée par le président Bush pour gérer « l'après-conflit » et sortir de l'ornière.

1. L'arsenal fantôme irakien : le prétexte fallacieux de la guerre préventive

L'arsenal irakien, composé de « certaines des armes les plus mortelles jamais mises au point » et dont la « capacité de nuire aux autres pays » devait « dans un an, peut-être cinq », (...) être « multipliée à l'infini », reste introuvable[2]. L'argument imparable des Etats-Unis pour mener leur offensive militaire contre Bagdad s'est révélé n'être qu'une entreprise de manipulation massive. Dès leur arrivée en Irak et malgré la somme d'efforts déployés dans un contexte ouvert et a priori favorable aux délations, les autorités américaines et britanniques n'ont pu que constater l'absence non seulement des « stocks massifs » d'armes de destruction massive (ADM) que détenait Saddam Hussein, mais aussi, plus fondamentalement, des « programmes d'armement », des « capacités de production » ou encore des « capacités de développement » qui devaient justifier une guerre préventive immédiate[3].

David Kay, en charge des inspections américaines de l'Iraq Survey Group (ISG) démissionne avec fracas le 23 janvier 2004. A cette occasion, cet ancien inspecteur des Nations unies, conseiller spécial

du directeur de la CIA et qui se rangeait avant la guerre parmi les convaincus de l'urgence de la menace, déclare : « Je ne pense pas que les ADM aient existé »[4], « nous nous sommes pratiquement tous trompés », « il est temps d'analyser comment nous en sommes arrivés là »[5]. Depuis, les rapports accablants n'ont cessé de s'accumuler. Dans le dernier en date, présenté le 6 octobre 2004, le nouvel inspecteur américain en chef de l'ISG, Charles Duefler, discréditait à nouveau l'argument de l'administration Bush développé en prélude à l'invasion de l'Irak, affirmant que l'Iraq Survey Group n'avait découvert aucune arme de destruction massive dans le pays et concluant : « je ne m'attends pas à trouver des stocks militaires d'ADM significatifs cachés en Irak »[6]. Plus récemment encore, en mars 2005, un addendum de 92 pages, complétant le rapport d'automne 2004, observe qu'il est « improbable qu'un transfert officiel de matériel ADM de l'Irak vers la Syrie ne se soit opéré ». L'une des raisons les plus souvent avancées pour justifier l'absence des armes fantômes est de ce fait officiellement invalidée[7].

2. L'impunité de la manipulation politique

Aucun des arguments avancés par l'administration Bush et le gouvernement Blair – sur les stocks d'armes chimiques, biologiques, nucléaires, sur les missiles de longue portée, les drones, ou sur les liens qu'entretenait le régime irakien avec le réseau Al-Qaida – n'était vrai. Pourtant aucun décideur politique n'a été tenu responsable pour les centaines de fausses accusations qu'il a relayées, voire façonnées, ni même pour ses mauvais jugements, voire son incompétence.

Face à l'effondrement progressif du dossier irakien, deux commissions d'enquête ont été nommées – au Royaume-Uni, le 3 février 2004, et aux Etats-Unis, le 6 février 2004 – afin d'examiner le travail des services de renseignement. Aucune des enquêtes ne dépasse le mandat strict auquel elle était assignée et à aucun moment, ne met en question le pouvoir politique. Leurs conclusions s'arrêtent donc au fait que les services de renseignement se sont lourdement trompés dans le dossier des ADM[8].

Les éléments suggérant une politisation des renseignements sont pourtant nombreux : la fabrication d'éléments tendant à prouver que l'Irak essayait de se procurer de l'uranium au Niger reprise par le discours sur l'Etat de l'Union par George Bush, le dossier du gouvernement britannique qui s'est révélé être un simple plagiat d'un travail universitaire étudiant vieux de 12 ans, l'affirmation des 45 minutes de Tony Blair, l'affaire des tubes d'aluminium qui finalement ne pouvaient servir à enrichir de l'uranium, l'inconsistance des différents éléments présentés par Colin Powell, le 5 février 2003 devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le rôle de certains membres de l'administration Bush et de leur Office of Special Plans pour influencer – voire mettre de côté – les conclusions de la CIA, afin de justifier une rapide entrée en guerre[9].

La volonté politique d'user de la force en Irak était en fait pré-conçue et rien ne pouvait l'empêcher de s'imposer. Il fallait convaincre les alliés, le Congrès américain et l'opinion publique du bien-fondé de cette entreprise en utilisant l'argument des ADM, un sujet sur lequel, selon Paul Wolfowitz, alors secrétaire adjoint à la Défense, « tout le monde pouvait se mettre d'accord »[10]. Mais la persuasion s'est révélée plus ardue que prévu et s'est rapidement muée en manipulation. Une manipulation au cours de laquelle des arguments tronqués et fallacieux ont été présentés devant les parlements et l'opinion publique sans que, rétrospectivement, les dirigeants politiques ne soient inquiétés. Cette manipulation n'a pas non plus empêché les réélections de George W. Bush et de Tony Blair, la majorité – courte, il est vrai – de l'électorat américain et britannique n'ayant pas jugé nécessaire de sanctionner leur dirigeant pour leurs mensonges.

3. La création d'un nouveau front et la hausse du terrorisme international

L'offensive contre l'Irak s'est tout naturellement inscrite dans la « lutte globale contre le terrorisme », développée par l'administration Bush dès le 11 septembre 2001. Les arguments liant le régime de Saddam Hussein et le réseau Al-Qaida ont été rapidement développés par les décideurs américains. Même si ces éléments ont été vite infirmés par les services de renseignement, la manipulation de l'opinion fut, elle, efficace puisque, à la veille de la guerre, les Américains étaient encore 45 % à penser que le dictateur irakien était « personnellement impliqué dans les attaques terroristes du 11 septembre 2001 sur le World Trade Center et le Pentagone »[11].

a. L'Irak : un nouvel Afghanistan

Le 16 février 2005, lors d'une audition devant la Commission du renseignement du Sénat américain devant porter sur les menaces mondiales qu'encourent les Etats-Unis, les directeurs des principales agences de renseignement affirmaient que l'occupation américaine de l'Irak était devenue un puissant prétexte de recrutement pour Al-Qaida et d'autres groupes terroristes[12].

Fin avril 2005, le département d'Etat américain publie son rapport par pays sur le terrorisme relatif à l'année 2004. Ce rapport conclut qu'Al-Qaida reste la « principale menace terroriste à laquelle les Etats-Unis doivent faire face », le réseau restant « résolu à [les] attaquer sur leur sol et leurs intérêts à l'étranger »[13]. L'Irak, quant à lui, est décrit comme « ce que l'Afghanistan représentait auprès des premières générations de djihadistes – une plaque tournante pour ces combattants venus du monde entier, un terrain d'entraînement et un centre d'endoctrinement ». Le pays « reste le principal champ de bataille dans la guerre globale contre le terrorisme ».

b. Hausse du terrorisme international : la bataille des chiffres

A l'occasion de cette publication, le département d'Etat s'est refusé, contrairement aux années précédentes, à publier les statistiques relatives aux actes terroristes commis en 2004, laissant cette tâche au National Counterterrorism Center (NCTC), créé en juin 2004.

C'est que la polémique de 2003 est encore dans tous les esprits. En effet, les statistiques publiées par le département d'Etat s'étaient révélées plus que douteuses et avaient dû être revues à la hausse.

Les chiffres avancés laissaient entrevoir tout d'abord une baisse des actes terroristes jamais égalée depuis 3 décennies, attestant ainsi de l'efficacité de la guerre globale menée par l'administration Bush. En fait, une fois revues, les statistiques de 2003 n'avaient jamais été aussi élevées depuis 20 ans, avec 175 attentats, 625 tués (deux fois plus qu'initialement annoncé) et 3.646 blessés.

Afin de devancer les critiques face à l'absence de chiffres, le NCTC s'est décidé à publier un premier rapport intérimaire sur les statistiques de 2004[14]. Lors d'une conférence de presse, le directeur du NCTC faisant fonction, John Brennan, révélait que 651 attentats « internationaux » « d'importance » eurent lieu en 2004, blessant plus de 9.000 personnes, dont 1.907 perdirent la vie[15]. Au niveau international, les actes terroristes ont donc triplé en un an.

En audition devant le Sénat, les directeurs des agences de renseignement s'étaient montrés peu rassurants. Pour la CIA, « c'est peut-être une question de temps avant qu'Al-Qaida ou un autre groupe ne tente d'utiliser des armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires ». Pour James Loy, actuellement secrétaire adjoint à la Sécurité intérieure, malgré les efforts du renseignement américain et de son département, l'amélioration du partage d'informations, de la technologie et de l'organisation, « une attaque de tout type peut survenir à tout moment »[16].

c. Les Etats-Unis : la première cible des terroristes au Moyen-Orient

En ce qui concerne les intérêts strictement américains, 64 attentats sont répertoriés par le NCTC pour l'année 2004, soit 10 % du total des incidents, dont l'écrasante majorité – 83 % – ont eu lieu au Moyen-Orient[17].

Selon le vice-amiral Lowell E. Jacoby, directeur de la Defense Intelligence Agency (DIA), « la politique [des Etats-Unis] au Moyen-Orient alimente le ressentiment islamique », précisant qu'« une écrasante majorité au Maroc, en Jordanie et en Arabie saoudite estime que les Etats-Unis ont une politique néfaste vis-à-vis du monde arabe »[18].

Depuis le 11 septembre 2002, et malgré – voire à cause – de la guerre en Irak, les éléments alimentant la volonté de commettre des actes de terrorisme à l'encontre des intérêts des Etats-Unis est plus grande que jamais, au niveau international et plus particulièrement au Moyen-Orient.

4. Un budget guerrier colossal, des *peanuts* pour le développement

Le département de la Défense reste peu disert quant aux allocations qu'il opère des fonds destinés à l'Irak, l'Afghanistan et le renforcement de la sécurité. Le processus, bien établi maintenant, de demander des suppléments de budget en urgence enlève au pouvoir législatif son pouvoir de surveillance et maintient les coûts relatifs à l'Irak en dehors des projections du déficit pour les prochaines années.

La dernière demande de supplément de budget de 82 milliards USD adressée par le président Bush au Congrès le 14 février 2005 a finalement été acceptée, le 10 mai dernier, afin de financer les opérations militaires en cours en Irak et en Afghanistan, la « guerre globale contre le terrorisme », la reconstruction en Afghanistan, l'aide et la réhabilitation après le tsunami, et autres activités. Ce

supplément accordé, le financement en faveur du département à la Défense pour l'année fiscale 2005 et depuis les attaques terroriste du 11 septembre pour ces missions (les opérations militaires, l'occupation et le soutien au personnel militaire déployé ou soutenant les opérations en Irak et en Afghanistan et pour le renforcement de la sécurité des installations militaires, repris sous le titre de « guerre globale contre le terrorisme ») approche les 300 milliards USD. Le Congressional Research Service (Service de recherche du Congrès américain – CRS) a récemment estimé que les opérations militaires en Irak et en Afghanistan pourraient s'élever à 458 milliards USD entre 2005 et 2014, en plus des montants déjà reçus[19].

En ce qui concerne plus précisément l'Irak, tenant compte du dernier supplément de budget, le CRS estime que les coûts de la guerre jusque fin juin 2005 reviendront à environ 200 milliards USD. Par mois, les données recueillies par le CRS montrent que les coûts de la guerre en Irak étaient de 4,4 milliards USD au cours de l'année fiscale 2003 et de 5,1 milliards USD en 2004, près de 800 millions USD de plus que les 4,3 milliards prévus. Cette augmentation s'explique en partie au maintien des troupes américaines sur le terrain, à l'intensification des combats et aux coûts élevés et imprévus de la rénovation du matériel.

Les évaluations indépendantes ne sont pas loin des montants avancés par le CRS. Le National Priorities Project estime ainsi le coût total de la guerre en Irak depuis 2003 à 210 milliards USD, comprenant les opérations militaires, la reconstruction et autres activités liés à la guerre. Pour ces analystes, dont le but est de fournir aux citoyens américains les outils nécessaires pour élaborer des priorités politiques et budgétaires en faveur d'une justice sociale et économique, l'administration américaine a sous-estimé le coût de son aventure militaire comme elle a sous-estimé le nombre de soldats nécessaires et sa capacité à instaurer un gouvernement stable en Irak[20].

Tableau 1 : Les coûts de la guerre (en milliards USD)

Fonds déjà débloqués	146,6
Supplément de février 2005	61
<i>Total</i>	<i>207,5</i>

Source : « Cost of Iraq War Rises for American Taxpayers », National Priorities Project, février 2005, disponible à <http://www.nationalpriorities.org/issues/military/iraq/highcost/us.pdf>

Malgré ces dépenses énormes et non prévues, certains militaires et fonctionnaires du Congrès annoncent déjà que davantage d'argent sera nécessaire dès octobre 2005[21].

En comparaison, les dépenses militaires mondiales ont dépassé les 1.000 milliards de dollars en 2004, selon le Sipri, dont 47 % reviennent au Etats-Unis dont le budget de la défense s'alourdit par la « guerre contre le terrorisme »[22]. En effet, le budget américain pour 2006 s'élève à 419,3 milliards USD, auxquels il faut ajouter les 20 milliards pour les activités militaires du ministère de l'Energie, soit près de 500 milliards USD, une augmentation de 4,8 % par rapport à 2005 et 41 % par rapport à 2001. Cela représente 16,5 % des dépenses fédérales et 3,3 % du PNB[23].

Ce budget guerrier colossal n'a pourtant pas empêché George Bush d'annoncer fièrement, le 7 juin dernier, que son pays allait consacrer cette année 0,674 milliards de dollars supplémentaires à l'aide d'urgence pour l'Afrique. Une somme qui viendra s'ajouter aux 1,4 milliard de dollars déjà engagé par Washington en 2005 au titre d'aide publique au développement en faveur du continent africain[24].

A l'échelle des Etats-Unis, la somme est bien maigre. Washington alloue 0,16 % de son PNB à l'aide aux pays les plus pauvres, malgré la signature en 2002 de la Déclaration du millénaire des Nations unies par laquelle les pays riches se sont engagés à augmenter leur aide au développement jusque 0,7 % d'ici 2015. La somme que promet George Bush ne représente même pas 0,007 % du PNB américain, selon l'éditorial du New York Times. Qui précise que 0,7 % du PNB américain équivaut à 82 milliards de dollars, exactement la somme que le Sénat américain vient d'approuver en tant que supplément pour mener la « guerre totale contre le terrorisme », principalement en l'Irak[25].

5. Un coût humain douloureux

a. Les pertes militaires en hausse depuis la fin des combats

Malgré la fin officielle des hostilités depuis le 1er mai 2003, les militaires des « troupes de la coalition » en Irak sont de plus en plus nombreux à y perdre la vie.

Ainsi, plus de 1.895 soldats (1 708 Américains) sont morts en Irak entre le 19 mars 2003 et le 14 juin 2005. Il n'étaient pourtant que 173 (140 Américains) à avoir perdu la vie durant l'invasion du pays et les « opérations majeures de combat ».

Tableau 2 : Les pertes militaires américaines et de la coalition

Période	Nombre de jours	Soldats US	Soldats britanniques	Autre pays	Total
<u>20 mars 2003-1er mai 2003</u> (opérations majeures de combat)	43 jours	140	33	0	173
<u>2 mai 2003-28 juin 2004</u> (transfert de souveraineté)	424 jours	718	27	58	803
<u>29 juin 2004-30 janvier 2005</u> (élections)	216 jours	579	26	27	632
<u>31 janvier-14 juin 2005</u>	136 jours	271	3	13	287
Total		1708	89	98	1895

Sources : *Operation Iraqi Freedom (OIF) US Casualty Status*, département de la Défense, 14 juin 2005, www.defenselink.mil/news/casualty.pdf et *Military Fatalities : By Time Period*, Iraq Coalition Casualty Count, 14 juin 2005, www.icasualties.org/default.aspx.

b. Les pertes civiles : aucun décompte pour les Irakiens

Si le département de la Défense actualise régulièrement le total des pertes militaires américaines, il n'en va pas de même pour les morts irakiens, qu'ils soient civils, militaires ou appartenant à la police. Des statistiques et tentatives d'évaluation sont cependant proposées par des sources alternatives, organisations de la société civile et médias[26].

Tableau 3 : Estimation du nombre de civils irakiens tués depuis le début de la guerre

Source	Evaluation	Date
Déclaration de Jack Straw	Plus de 10.000	Février 2004
Amnesty International	Plus de 10.000	8 septembre 2004
Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health	Près de 100.000	Septembre 2004
Gouvernement irakien (civils tués par l'insurrection et la criminalité)	6.000	5 avril 2005
Brookings Institution (sauf criminalité)	Entre 12.700 et 23.000	31 mai 2005
Iraq Body Count	Entre 22.248 et 25.229	15 juin 2005

Source : « Mortality before and after the 2003 Invasion of Iraq : Cluster Sample Survey », Johns Hopkins Bloomberg Scholl of Public Health, publié dans *The Lancet*, volume 364, n° 9448, 20 novembre 2004 ; « Estimates of Iraqi Civilians Killed since the Start of the War », *Iraq Index*, Brookings Institution, p. 8, actualisation du 13 juin 2005 et Iraq Body Count, <http://www.iraqbodycount.net>, 15 juin 2005.

Sur la base d'une enquête menée sur les civils tués à Bagdad entre le 1er mai 2003 et le 30 septembre 2003, un rapport de Human Rights Watch (HRW) déplore le taux de mortalité très élevé dû à l'action des forces de la coalition. HRW critique également l'absence de décompte des victimes civiles de la part des forces occupantes et, surtout, l'absence d'enquête lorsque des civils sont tués dans des circonstances discutables, créant ainsi un sentiment d'impunité[27]. Le rapport de 56 pages met en lumière, chez les militaires américains, un comportement basé sur une « tactique trop agressive, des tirs excessifs dans des zones résidentielles et un recours précipité à une force mortelle ». Bref, un recours excessif et indifférencié à la force pour ces soldats qui, depuis la rapide reddition du pays, se sont mués en force de police et de « maintien de la paix » et dont l'immunité a été étendue au-delà du transfert de souveraineté du 30 juin 2004 par l'Autorité provisoire de la coalition avant sa dissolution[28].

En mars dernier, un groupe d'experts en santé publique réclamaient dans le *British Medical Journal*, une enquête indépendante sur les victimes de la guerre en Irak. Selon eux, compter les victimes peut aider à sauver des vies maintenant et à l'avenir par une meilleure connaissance de l'impact des décès, des blessures, des maladies et des traumatismes sur la population[29]. Ce qui est loin d'être le cas actuellement, le Pentagone s'étant refusé, comme le signalait Tommy Franks, alors commandant de l'armée américaine, à « tenir une comptabilité des corps ». A l'aune des discours officiels pour l'entrée en guerre, cet état de fait a de quoi déranger si l'on se souvient que l'enjeu présenté comme majeur par le président Bush était justement de « libérer » ces civils irakiens d'une dictature sanguinaire et de leur construire une vie meilleure.

6. Quelle construction étatique ?

a. Une mission de nation-building compromise

Si l'on examine les tentatives de nation-building qu'ils ont menées par le passé, les Etats-Unis détiennent un triste record. Selon une étude publiée par la Carnegie Endowment for International Peace, Washington a mené, jusqu'en 2003, 200 interventions militaires à l'étranger[30]. Parmi celles-ci, 16 étaient des entreprises de *nation-building*. De ces 16 interventions, seules 4 furent un succès : le Japon et l'Allemagne en 1945, la Grenade en 1983 et Panama en 1989. Les auteurs ont également dressé une liste de 7 facteurs favorables au succès d'une telle entreprise qui leur ont permis d'évaluer les perspectives de succès en Irak. Les conclusions sont plus que pessimistes :

- Le pays ne jouit pas d'une identité nationale forte mais souffre au contraire d'une fragmentation ethnique accrue par les puissances occupantes et les schémas de gestion étatiques mis en place ;
- Il ne dispose pas d'une capacité étatique effective depuis la dé-Baathification menée par Washington ;
- Il n'a pas d'expérience en matière de constitutionalisme ;
- Les intérêts des élites dirigeantes ne sont pas nécessairement en phase avec ceux des Etats-Unis ;
- Les intérêts de la population non plus ;
- La capacité de gérer l'aide économique est incertaine et ;
- La légitimité internationale du gouvernement mis en place reste problématique.

Dans une étude plus récente, la Rand Corporation a réalisé 7 études de cas de *nation-building* menés par les Etats-Unis (Allemagne, Japon, Somalie, Haïti, Bosnie, Kosovo et Afghanistan) – mission définie comme « l'utilisation de la force armée à la suite d'un conflit pour instaurer une transition stable vers la démocratie » (sic) – afin d'en dégager des recommandations pour la gestion de l'Irak[31]. Ses conclusions sont plutôt mitigées. S'ils veulent une issue positive, les Etats-Unis doivent revoir à la hausse leur investissement financier, militaire et politique ainsi que leur engagement sur un plus long terme.

Ainsi, pour atteindre le niveau des troupes déployées au Kosovo, les Etats-Unis devraient stationner en Irak pas moins de 500.000 hommes en 2005, alors qu'ils ne sont qu'environ 150.000 actuellement.

En plus des forces militaires, environ 53.000 officiers de police internationaux seraient nécessaires afin d'atteindre un niveau comparable aux 5.000 policiers alors déployés au Kosovo. En ce qui concerne l'aide internationale, et en comparaison avec la Bosnie, l'Irak aurait besoin, pour l'année 2005, de 36 milliards USD.

La première leçon que tire la Rand est que cette hausse du niveau des troupes et de l'engagement financier est « au-delà des capacités, même de la seule superpuissance au monde ». Pour atteindre ne fût-ce que la moitié de ces niveaux, les Etats-Unis doivent recueillir un plus large engagement international dans la stabilisation et la reconstruction de l'Irak. S'ils n'y parviennent pas, l'Irak sera en proie à une hausse de l'insécurité, de la mortalité, à des taux de croissance économique plus bas encore et à une transformation politique plus lente.

Deuxièmement, l'étude recommande un engagement à long terme des Etats-Unis pour l'instauration d'institutions démocratiques stables. Dans cet esprit, la Rand déconseille de fixer des élections nationales de manière trop hâtive.

Troisièmement, l'institution met en garde contre deux des principaux obstacles à la construction d'un Etat que sont la fragmentation interne en différents courants politiques, ethniques ou religieux et le manque de soutien extérieur de la part des pays voisins. L'Irak pourrait présenter le pire de ces deux cas de figure.

Quatrièmement, le succès de ce type d'entreprise dépend de l'équilibre entre une répartition internationale des tâches et des coûts et une unité de commandement. Si les Etats-Unis doivent en effet chercher à élargir la participation internationale dans la gestion post-conflit en Irak, ils doivent également, selon la Rand, maintenir un commandement unifié des opérations.

Une dernière conclusion tirée par la Rand concerne la nature des forces américaines. L'institution reconnaît que des investissements majeurs ont été dégagés pour augmenter l'efficacité au combat de ses troupes mais elle regrette qu'aucun investissement comparable n'ait été consenti pour développer la capacité de mener des opérations de stabilisation ou de reconstruction post-conflit.

b. Le mirage des élections : quand l'élection ne fait pas la démocratie

Dans les jours qui ont suivi le 30 janvier 2005, le président Bush n'a pas tari d'éloges pour le « peuple irakien qui a fait entendre au monde son cri de liberté venu du centre du Moyen-Orient », présentant ainsi les élections irakiennes comme un exploit démocratique à mettre au crédit de son administration. La mise en scène de ce prétendu succès historique de Washington fut total lors du discours sur l'Etat de l'Union prononcé par George Bush devant le Congrès le 3 février où, afin de confirmer ses dires, une Irakienne se leva afin d'exhiber son index teinté d'encre violette, alors que c'était le majeur que levaient fièrement les irakiens après avoir rempli leur devoir d'électeur[32]. Pourtant, plusieurs éléments démontrent que l'issue de ces élections est loin d'être optimale.

L'illégalité des élections

L'élection, tenue sous occupation militaire et sans remplir les critères internationaux les plus élémentaires, reste illégitime. Les élections ont été organisées par des forces occupantes et/ou sous leur protection et sans aucune observation internationale digne de ce nom.

La participation en question

Les principaux observateurs comptabilisent 58 % de participation. Ce corps électoral a ainsi été estimé à 8,5 millions de personnes sur les 14 millions d'électeurs préalablement inscrits et sur une population irakienne totale d'environ 25 millions de personnes[33]. Dans les « zones à majorité sunnite », le taux de participation n'a pas dépassé les 2 %.

La signification réelle du vote

Les élections n'étaient certes pas un aval donné aux forces d'occupation comme voudrait le faire croire George Bush, au contraire. En réalité, les Etats-Unis y ont subi une réelle défaite lors de ce vote qui, rappelons-le, a été imposé après plusieurs mois de dure négociations entre Paul Bremer et l'Ayatollah Sistani. La plupart des Irakiens ont ainsi considéré les élections comme un moyen de se libérer au plus vite du joug de l'occupation[34]. Toutes les factions arabes, ou presque, ont ainsi inclus le retrait des troupes étrangères comme un élément central de leur programme. Ainsi, le deuxième point du programme de la liste qui a remporté 48 % des voix, la plate-forme de l'Alliance nationale

irakienne, demandait un calendrier de retrait des forces multinationale d'Irak. Les hommes politiques pro-occupation ont aussi été lourdement sanctionnés. L'ancien premier ministre Allaoui, poulain de Londres et Washington, n'a recueilli que 14 % des voix.

Les Etats-Unis gardent la maîtrise du pays

La domination par les Etats-Unis de la vie économique, politique et sociale continue grâce à l'occupation militaire et au contrôle exercé sur les ressources financières, le système judiciaire et le patronage politique du pays.

Quelles que soient les futures étapes de la construction politique irakienne, les partis qui forment le gouvernement ou y participent d'une manière ou d'une autre devront faire face à cet état de fait : le pouvoir réel restera à Washington, pas à Bagdad. Le gouvernement en place et tous les rouages étatiques mis en place se trouvent soumis à la structure instaurée par l'occupation américaine. Or, l'administration Bush se trouve devant un dilemme. En effet, il ne peut y avoir en Irak de gouvernement pro-américain sans que celui-ci ne soit un tant soit peu autocratique et il ne peut y avoir en Irak de gouvernement représentatif qui ne soit un tant soit peu anti-américain. Entre ces deux maux, Washington n'hésitera sans doute pas longtemps et choisira la voie de ce que certains auteurs appellent la « compatibilité paradoxale entre l'impérialisme et la démocratie »[35]. D'autant plus que pour beaucoup, la volonté de Washington et de Londres de « mettre au point une stratégie de sortie mais sans calendrier précis » est de nouveau de la désinformation. L'administration Bush construit une infrastructure militaire pour stationner pour une période indéterminée ses troupes en Irak, dans cette zone stratégique des champs pétroliers. Il n'y aurait donc jamais de retrait total, le modèle prévu en Irak étant celui du stationnement en Allemagne et au Japon après 1945. D'ailleurs, une opinion largement répandue en Irak et dans le monde arabe soutient que les occupants fomentent eux-mêmes le chaos et la violence, ainsi que les divisions ethniques et confessionnelles de manière à discréditer la résistance, d'une part et à perpétuer et légitimer l'occupation, de l'autre[36].

c. Une reconstruction socio-économique plus qu'improbable

Une étude réalisée en 2004 et publiée en mai 2005 par le gouvernement irakien et le Pnud montre que les conditions de vie socio-économique des Irakiens se sont gravement détériorées. En comparaison avec les pays du Moyen-Orient, l'Irak se trouve en bas de l'échelle des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations unies et, plus grave encore, en comparaison avec les statistiques précédentes disponibles, l'étude laisse entrevoir une détérioration alarmante de tous les indicateurs[37].

Fondée sur des critères statistiques internationaux, les résultats de l'enquête montrent la détérioration des conditions de vie des Irakiens dans les domaines du logement, des infrastructures, de la démographie, de la santé, de l'éducation, du statut de la femme, du travail et des revenus. La malnutrition est chronique, l'analphabétisme croissant, le chômage galopant.

Ainsi, et parmi d'autres éléments recueillis dans les 177 pages du rapport, un quart des enfants, âgés entre six mois et cinq ans, souffre de malnutrition chronique. Les jeunes irakiens sont actuellement plus illettrés que les précédentes générations alors que 39 % de la population a moins de 15 ans. Quant au chômage, le taux chez les jeunes hommes qui ont reçu une éducation secondaire ou universitaire atteint les 37 %.

Ces préoccupations avaient déjà été exprimées devant la Commission des Nations unies chargée des droits de l'homme par Jean Ziegler, rapporteur spécial sur la question du droit à l'alimentation, fin mars 2005. Selon lui, en automne 2004, 7,7 % d'enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition contre 4 % après la chute du régime de Saddam Hussein en 2003. Les chiffres relatifs à l'Irak sont maintenant du niveau de ceux de certains pays africains. Le niveau de nutrition était bon dans les années 70 et 80 avant l'invasion du Koweït par l'armée irakienne et le régime des sanctions imposé par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Du côté de la société civile, les constats sont similaires. Le projet du Center for Strategic and International Studies (CSIS) sur la reconstruction post-conflit en Irak, entamé en juin 2003 dans le but de mesurer les progrès et les tendances de la reconstruction en Irak a examiné cinq secteurs particuliers : la sécurité, la gouvernance et la participation, les opportunités économiques, les services et le bien-être social. En octobre 2004, un deuxième rapport conclut d'abord que l'Irak n'a toujours pas dépassé le point de non-retour (défini du point de vue des citoyens irakiens en terme d'objectifs à réaliser dans chaque secteur) dans les cinq domaines clés cités plus haut. Ensuite, la reconstruction continue de stagner et ne se développe toujours pas de manière durable vers ce point de non-retour[38].

7. La démocratisation en chaîne de la région : la guerre, l'insécurité et l'occupation comme vitrine de la démocratie

Le triomphalisme dont font preuve les membres de l'administration américaine devant la « vague de démocratisation en marche dans tout le Moyen-Orient » aurait de quoi faire sourire, si les conséquences n'en étaient pas moins dramatiques.

D'abord, parce que l'un des facteurs qui empêche l'éclosion de réformes politiques, économiques et sociales dans le monde arabe et musulman ne relève pas d'un manque de volonté des citoyens ou de dynamique politique interne, loin s'en faut. Le facteur majeur réside dans le soutien apporté aux dictatures de la région – laïque ou religieuse, royale ou républicaine – par les puissances occidentales afin de sécuriser les principaux gisements de pétrole. Or, les Etats-Unis aujourd'hui voudraient lancer une vague de démocratisation, non pas en réévaluant leur soutien aux potentats de la région mais par la force du canon, à partir de l'exemple irakien. On le voit, les prémisses de l'entreprise sont mal pensées dès le départ, le problème étant que la compréhension et l'évaluation faites de la démocratie dans cette région du monde commence et s'arrête là où débutent les intérêts vitaux des Etats-Unis et leur sécurité nationale.

Ainsi, il est facile de féliciter les Palestiniens pour la bonne tenue de leurs récentes élections, dont les résultats ont porté au pouvoir le seul candidat avec qui Israël et les Etats-Unis étaient prêts à négocier. Pourtant tant que les Etats-Unis ne se décident pas à soutenir activement une démocratie palestinienne libre de toute occupation en faisant pression sur Israël via l'aide massive qu'ils lui apportent – économique, militaire, politique et diplomatique –, les discours de George Bush ne dépasseront pas les déclarations d'intention.

Ensuite, si les événements récents, au Liban entre autres, peuvent être qualifiés de « marche vers la démocratie », c'est avant tout parce que des hommes et des femmes depuis des années se battent pour leurs droits. L'affirmation de George Bush selon laquelle l'invasion de l'Irak aurait permis une explosion soudaine de la démocratie dans la région est inconvenante. Ceci est perçu dans le monde arabe comme une insulte portée aux luttes qui s'opèrent depuis plusieurs décennies, notamment en Palestine, en Irak, en Egypte, au Liban et en Syrie. Comme l'a brillamment exprimé Nawal Al-Sadawi, écrivain et féministe égyptienne, invitée à commenter l'optimisme de George Bush, « nous assistons aujourd'hui à une nouvelle forme d'impérialisme. Hier, on nous volait nos terres et nos ressources. Aujourd'hui, on nous vole également nos luttes »[39].

Conclusion

L'administration Bush n'a pas envahi l'Irak pour améliorer la situation de sa population, la libérer ou instituer une démocratie en lieu et place d'un régime sanguinaire autrefois ami. Le but était sans doute d'ouvrir le pays aux compagnies américaines – pétrolières avant tout –, mais surtout d'assurer son leadership politique dans toute la région en installant, par une démonstration de force, une présence militaire assurée qui a marqué les esprits. La porte semble ainsi ouverte à la diffusion du modèle libéral américain dans la région comme condition nécessaire de la sécurité nationale des Etats-Unis. Si les objectifs annoncés étaient fallacieux – le désarmement de l'Irak, la lutte contre le terrorisme, la démocratisation de la région –, la méthode utilisée ne l'est pas moins. L'usage de la force de manière autre que défensive n'a jamais soutenu de buts pacifiques et ne pourra jamais servir de vitrine à un quelconque élan démocratique.

Les Etats-Unis sont désormais, en Irak, pris dans un cercle vicieux où la violence appelle la violence. Cette spirale fait accroître l'opposition des Irakiens à la présence des troupes étrangères sur son sol et nourrit le ressentiment dans toute la région. L'occupant semble peu indiqué pour trouver une solution de sortie de crise mais les intérêts vitaux des Etats-Unis imposent une présence à long terme. Ainsi, pour Michael Klare, en raison de la demande sans cesse croissante et à l'épuisement de leurs puits de pétrole, les Etats-Unis devront importer 60 % de leur pétrole dès 2010. Or, la part majeure de l'offre se trouve dans les zones instables du monde, où le sentiment anti-américain est le plus fort. La dépendance américaine vis-à-vis du pétrole se trouve ainsi immanquablement liée aux actions militaires récurrentes[40].

[1] Pour un premier bilan de la période 2003-2004, voir Caroline Pailhe, « Bilan d'un an de guerre en Irak – Analyse des coûts et des éléments déclenchants », *Les Rapports du GRIP*, 2004/2, GRIP, Bruxelles, 2004.

[2] George W. Bush, « Address on Iraq », discours prononcé à Cincinnati, Ohio, 7 octobre 2002 et « Address to the Nation on War with Iraq », discours prononcé à Washington, D.C., 17 mars 2003.

[3] John Bolton, sous-secrétaire d'Etat pour le contrôle des armements et la sécurité internationale, cité par Joseph Coleman, « US Arms Control Chief Says Capability of Scientists Under Saddam Helped Justify Invasion », *Associated Press*, 4 septembre 2003.

[4] « Irak : il n'y avait pas d'armes de destruction massive », *Le Monde*, 25 et 26 janvier 2004.

[5] David Kay, « Testimony to the Senate Armed Services Committee », 28 janvier 2004, disponible à <http://globalresearch.ca/articles/KAY401A.html>. Pour le bilan général dressé par David Kay sur la mission de l'ISG, voir l'interview donnée à Philippe Coste, *Le Vif*, 20 février 2004.

[6] *Comprehensive Report of the Special Advisor to the DCI on Iraq's WMD*, 30 septembre 2004, http://www.cia.gov/cia/reports/iraq_wmd_2004/index.html. Testimony of Charles Duefler, Special Advisor to the Director of Central Intelligence for Strategy Regarding Iraqi Weapons of Mass Destruction Programs, Sénat des Etats-Unis, Commission des services armés, 6 octobre 2004, p. 7, <http://armed-services.senate.gov/statemnt/2004/October/Duefler%2010-06-04.pdf>.

[7] Addendums to the *Comprehensive Report of the Special Advisor to the DCI on Iraq's WMD*, mars 2005, p. 1, disponible à http://www.cia.gov/cia/reports/iraq_wmd_2004/addenda.pdf.

[8] Commission on the Intelligence Capabilities of the United States Regarding Weapons of Mass Destruction, *Report to the President of the United States*, http://www.wmd.gov/report/wmd_report.pdf et House of Commons, *Review of Intelligence on Weapons of Mass Destruction*, Report of a Committee of Privy Counselors, (Butler Report), 14 juillet 2004, disponible à <http://download.ukonline.gov.uk/butler-report.pdf>

[9] Pour une analyse des failles dans les arguments présentés par l'administration Bush, voir notamment Caroline Pailhe, op. cit. et John Prados, *Hoodwinked: The Documents That Reveal How Bush Sold Us a War*, New York, Londres, The New Press, 2004.

[10] Paul Wolfowitz, interview à *Vanity Fair*, 15 mai 2003.

[11] Enquête CBS News-NewYork Times, 7-9 mars 2003.

[12] United States Senate Select Committee on Intelligence, Open Hearing : The World Threat to the United States, 16 février 2005, disponible à <http://intelligence.senate.gov/0502hr/050216/witness.htm>.

[13] Department d'Etat, Office of the Coordinator for Counterterrorism, *Country Reports on Terrorism 2004*, avril 2005, disponible à <http://www.state.gov/s/ct/rls/c14813.htm>.

[14] National Counterterrorism Center, *A Chronology of Significant International Terrorism for 2004*, 27 avril 2005, disponible à http://www.tkb.org/documents/Downloads/NCTC_Report.pdf. Le rapport final pour 2004 sera publié en juin de cette année.

[15] *Remarks on Release of Country Reports on Terrorism for 2004*, Special Briefing, Philip Zelikow, conseiller au département d'Etat américain et John Brennan, directeur par intérim du National Counterterrorism Center, 27 avril 2005, disponible à <http://www.state.gov/s/ct/rls/rm/45279.htm>.

[16] United States Senate Select Committee on Intelligence, op. cit.

- [17] National Counterterrorism Center, *op. cit.*, p. 84.
- [18] United States Senate Select Committee on Intelligence, *op. cit.*
- [19] Amy Belasco, *The Cost of Operations in Iraq, Afghanistan, and Enhanced Security*, CRS Report for Congress, Congressional Research Service, 14 mars 2005.
- [20] « Cost of Iraq War Rises for American Taxpayers », National Priorities Project, février 2005, disponible à <http://www.nationalpriorities.org/issues/military/iraq/highcost/us.pdf>.
- [21] « Congress approves \$82 Billion for Wars », *The Washington Post*, 11 mai 2005.
- [22] *SIPRI Yearbook 2005*, Sipri, <http://yearbook2005.sipri.org/highl/highlights>
- [23] Statement of Secretary of Defense Donald Rumsfeld, FY Department of Defense Budget, Senate Armed Services Committee, 17 février 2005, p. 4.
- [24] « A Washington, Tony Blair n'a pas obtenu toute l'aide demandée pour l'Afrique », *Le Monde*, 9 juin 2005.
- [25] « Crumbs for Africa », *The New York Times*, 8 juin 2005.
- [26] Pour un tour d'horizon de cette question, voir Hannah Fischer, *US Military and Iraqi Casualty Statistics : Additional Numbers and Explanations*, CRS Report, Congressional Research Service, 26 avril 2005.
- [27] *Hearts and Minds: Post-war Civilian Deaths in Baghdad Caused by US Forces*, Human Rights Watch, octobre 2003, <http://www.hrw.org/reports/2003/iraq1003/iraq1003.pdf>.
- [28] « US Immunity in Iraq Will Go Beyond June 30 », *The Washington Post*, 24 juin 2004
- [29] *The British Medical Journal*, volume 330, n° 7491, 12 mars 2005.
- [30] Minxin Pei et Sara Kasper, "Lessons from the Past – The American Record on Nation-Building", *Policy Brief*, Carnegie Endowment for International Peace, mai 2003.
- [31] James Dobbins, John G. McGinn, Keith Crane, Seth G. Jones, Rollie Lal, Andrew Rathmell, Rachel Swanger, Anga Timilsina, *America's Role in Nation-Building, from Germany to Iraq*, Rand Corporation, été 2003.
- [32] Voir à ce sujet l'interprétation ironique que donne Naomi Klein de ce doigt levé dans « Getting the Purple Finger », *The Nation*, 28 février 2005.
- [33] Voir notamment *Iraq Election Results : Seat Allocations in National Assembly*, Iraqi Prospect Organisation, 13 février 2005 et *Iraq Election 2005, Special Report*, *The Guardian Unlimited*, www.guardian.co.uk/flash/0,5860,1399105,00.html.
- [34] Voir notamment Gilbert Achcar, « Où va l'Irak? », traduction parue dans *Une Suisse sans armée*, n° 65, printemps 2005 et Peter Symonds, « Iraq Election Results Reflect Broad Hostility to US Occupation », *World Socialist Web Site*, 16 février 2005, www.wsws.org/articles/2005/feb2005/iraq-fl16_prn.shtml.
- [35] Stanley Kurtz, « Democratic Imperialism : A Blueprint », *Policy Review*, n° 112, avril-mai 2002, www.policyreview.org/apr03/Kurtz.html.
- [36] Gilbert Achcar, *op. cit.*

[37] *Iraq Living Conditions Survey 2004*, Ministry of Planning and Development Cooperation and UNDP, 2005, disponible à <http://www.iq.undp.org/ILCS/overview.htm>.

[38] CSIS Post-Conflict Reconstruction Project Team, *Progress or Peril? Measuring Iraq's Reconstruction, Update August-October 2004*, octobre 2004.

[39] Citée par Phyllis Bennis, « Democracy and Occupation : What's Really on the Rise Across the Middle East ? », Institute for Policy Studies, 12 mars 2005.

[40] Michael Klare, *Blood and Oil : The Dangers and Consequences of America's Growing Petroleum Dependency*, Henry Holt and Company, New York, 2004.



Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

70 Rue de la Consolation, B-1030 Bruxelles
Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33
Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

Copyright © GRIP - Bruxelles/Brussels, 2003 - Webmaster

La reproduction des informations contenues sur ce site est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et du nom de l'auteur.

Reproduction of information from this site is authorised, except for commercial purposes, provided the source and the name of the author are acknowledged.